



Jeunes femmes de la campagne traçant leur chemin : enseignements d'une recherche-action

Isabelle Hillenkamp, Natália Santos Lobo

► To cite this version:

Isabelle Hillenkamp, Natália Santos Lobo. Jeunes femmes de la campagne traçant leur chemin : enseignements d'une recherche-action. 2019. ird-02307845

HAL Id: ird-02307845

<https://ird.hal.science/ird-02307845>

Preprint submitted on 8 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Jeunes femmes de la campagne traçant leur chemin :

enseignements
d'une recherche-action

Isabelle Hillenkamp et Natália Santos Lobo

Septembre 2019

Réalisation:



Partenariat:



Soutien financier:



Jeunes femmes de la campagne traçant leur chemin.

Enseignements d'une recherche-action

Par Isabelle Hillenkamp et Natália Santos Lobo¹

1. Introduction

Ce texte rassemble des données et des réflexions qui ont surgi des actions que nous avons menées auprès des jeunes femmes de la municipalité de Barra do Turvo, dans l'Etat de São Paulo au sud-est du Brésil, dans le cadre du projet « Jeunes femmes de la campagne traçant leur chemin » (octobre 2018 – septembre 2019). Notre premier objectif en écrivant ce texte (également disponible en portugais) est d'aider ces jeunes femmes à réfléchir au processus déclenché par ce projet et à poser certains jalons pour l'avenir. Nous l'adressons également à leurs familles – en particulier à leurs mères, dont beaucoup font partie du réseau d'agricultrices agroécologiques de la municipalité² – et aux autres personnes intéressées de leurs communautés. Le travail que l'ONG brésilienne SOF *Sempreviva Organização Feminista* effectuait déjà dans la municipalité, en accompagnant un réseau d'agricultrices agroécologiques, nous a fourni un moyen privilégié de mener ces actions. Rencontrer de nombreuses jeunes femmes par l'intermédiaire de leurs mères, qui étaient impliquées dans – ou du moins connaissaient – l'agroécologie féministe, nous a permis de débiter notre action puis de l'élargir à d'autres jeunes femmes. Nous espérons également que ce texte puisse être utile à d'autres acteurs au niveau local, national ou international, personnes et organisations intéressées par la réflexion sur les conditions de vie et les possibilités d'avenir des jeunes en milieu rural.

¹ Isabelle Hillenkamp est socio-économiste, chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD-CESSMA). Elle développe des recherches-actions auprès de femmes engagées dans l'économie solidaire et l'agroécologie. Natália Santos Lobo est agroécologue, assistante de recherche à l'IRD dans le cadre de ce projet et militante de la Marche mondiale des femmes. Nous remercions Gláucia Marques, Helena Zelic, Miriam Nobre et Sheyla Saori, de la *Sempreviva Organização Feminista* (SOF) pour leur contribution à l'élaboration de ce texte, ainsi qu'Emilie Groues pour sa relecture de la version en français.

² Voir la publication en portugais *Práticas feministas de transformação da economia. Autonomia das mulheres e agroecologia no Vale do Ribeira* (Marques, Gláucia; Nobre, Miriam; Moreno, Renata; Saori, Sheyla; Franco, Vivian; Jancz, Carla; Miranda, Rosana; São Paulo, SOF Sempreviva Organização Feminista, 2018. Disponible sous: <http://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2018/03/Praticas-feministas-portugu%C3%AAs-web1.pdf>.)

Au Brésil, dans un contexte de démantèlement et d'extinction des politiques publiques destinées à l'agriculture familiale et aux communautés traditionnelles, d'incitations à l'expansion de l'agro-industrie et de l'exploitation minière et d'escalade des conflits violents en milieu rural, la reproduction sociale des communautés locales est de plus en plus menacée. A Barra do Turvo, les communautés ont historiquement construit des organisations et des pratiques basées sur l'agroécologie et qui les ont aidées à pouvoir rester sur leur territoire. Ces initiatives ont donc généré un environnement plus favorable qu'ailleurs à la reproduction des communautés et de leur mode de vie, mais elles se sont malgré tout avérées insuffisantes pour empêcher le départ de nombreux jeunes. Dès la fin de l'école secondaire et souvent même avant, la plupart d'entre eux migrent vers la ville à la recherche d'opportunités. Les idées d'avenir des jeunes filles, plus encore que des jeunes hommes, sont marquées par les tensions voire les conflits liés à la perception du manque d'opportunités locales, à la migration et à l'autorité familiale, en particulier paternelle sur leur mobilité, leur corps et leur sexualité.

Le projet a cherché à agir sur cette réalité, en élargissant les possibilités pour que les jeunes femmes développent des projets de vie insérés dans leurs communautés, contribuant ainsi au développement de l'agroécologie autant qu'à leur autonomie personnelle. Il s'est basé pour cela sur une série d'activités. La première a été un atelier de communication, qui a donné lieu à la réalisation par les jeunes femmes de brochures pour la diffusion de produits agroécologiques commercialisés par leurs communautés. Une autre activité a consisté en une visite au sein de deux établissements d'enseignement supérieur – l'École latino-américaine d'agroécologie (ELAA) et l'Université fédérale du Paraná (UFPR) – qui proposent des formes d'enseignement adaptées à la réalité des jeunes de communautés rurales. Le projet a également stimulé la participation des jeunes femmes à l'ensemble des activités des groupes d'agricultrices agroécologiques : réunions, travaux collectifs dans les champs, formations, activités politiques. Outre la présence des jeunes dans ces espaces, le projet a appuyé la construction d'un collectif de jeunes femmes, comme espace spécifique où elles peuvent discuter des questions qui les préoccupent et tracer leur chemin comme sujets politiques et socio-économiques.

La recherche a contribué à l'objectif général du projet à travers la production et le partage continu de connaissances avec les jeunes femmes, tant oralement que par écrit. Le fait que cette production et ce partage des connaissances soient articulés à l'ensemble plus large d'actions visant à transformer la réalité, font de cette recherche une « recherche-action ». Elle s'est basée sur l'observation et la systématisation des actions du projet, la réalisation de groupes de discussion thématiques (trois durant l'année), de conversations approfondies (entretiens semi-structurés) avec des jeunes migrants originaires de Barra do Turvo dans la ville de

Curitiba (huit femmes et deux hommes) et l'application d'un questionnaire auprès de 80 lycéens de troisième année (équivalent de la Terminale) des deux lycées de la municipalité. Notre réflexion a aussi été nourrie par les débats au sein de l'équipe composée de personnes de la SOF et de l'IRD, ainsi qu'avec le collectif des jeunes femmes, les lycéens de Barra do Turvo et d'autres acteurs locaux.

Le texte qui suit se base sur ce matériel, en particulier sur les citations anonymes des jeunes. Entre parenthèses, nous indiquons le profil de la personne et, le cas échéant, son appartenance au collectif de jeunes du projet au moyen de la mention « Collectif ». Il est à noter que ce dernier a été ouvert à la participation d'un petit nombre de jeunes hommes, sans cesser d'être un espace essentiellement féminin, tant en raison de la participation majoritaire des femmes que du fait de l'orientation des discussions et des actions. Dans la suite, nous faisons donc référence aux membres du Collectif au féminin.

Le texte est structuré en trois parties. La première traite de la vie des jeunes femmes « à la campagne » aujourd'hui. Nous analysons le contexte local (Barra do Turvo), en abordant les différentes formes d'occupation du territoire, l'histoire des actions liées à l'agroécologie et comment les jeunes femmes sont insérées – ou non – dans ce contexte. La deuxième partie décrit la vie des jeunes dans la ville (principalement Curitiba), en abordant la dynamique de la migration, du travail et la question de l'autonomie. La troisième partie porte sur les perspectives d'accès des jeunes à l'éducation. La conclusion synthétise les enseignements de ce projet et indique les principales pistes pour la suite.

I. Être une jeune femme à la campagne

1. Une « campagne » diverse et inégale

Barra do Turvo est une municipalité essentiellement rurale d'environ 8 000 habitants. Loin d'être un lieu homogène, cette « campagne » (*campo*) est constituée de communautés et de quartiers aux situations socio-économiques et politiques différentes. Les quartiers à caractère urbain du centre de la municipalité, où se concentrent les commerces et les services, se distinguent de la zone rurale. Celle-ci se divise à son tour entre des communautés dites « traditionnelles » et des quartiers dits « de l'agriculture familiale », en plus de fermes (*fazendas*) et de grands domaines (*latifundios*) détenus par de grands propriétaires terriens. Les communautés traditionnelles dites « *quilombolas* » sont celles qui ont été reconnues par l'Etat comme étant occupées par des descendants d'esclaves noirs (*Comunidades Remanescentes de Quilombo*, CRQ). Elles sont au nombre de sept à Barra do Turvo. Pour ce qui est des quartiers d'agriculture familiale, certains sont composés d'habitants originaires d'autres régions rurales du pays (généralement l'état voisin du Paraná) et/ou de personnes ayant eu une expérience de travail urbain. C'est particulièrement le cas dans les quartiers situés le long de l'autoroute BR-116, qui traverse la municipalité et la relie à la grande ville de Curitiba, située à environ 150 km. Dans d'autres cas, les quartiers d'agriculture familiale sont composés d'habitants anciens, parfois des descendants d'esclaves noirs, mais qui ne se reconnaissent pas eux-mêmes ou ne sont pas officiellement reconnus par l'État comme tels.

Les conflits sur l'utilisation des terres et des ressources naturelles (comme l'eau, par exemple en cas de contamination par des pesticides ou de pénurie due à l'utilisation intensive pour le bétail) sont courants entre les fermiers (*fazendeiros*) et les communautés locales (*quilombolas* ou de l'agriculture familiale). Barra do Turvo se caractérise de plus par la présence, sur plus de 70% de sa superficie, d'unités de conservation environnementale faisant partie de l'aire protégée du *Mosaico de Jacupiranga* (dans la suite, le *Mosaico*). Cette configuration fournit des ressources fiscales au gouvernement municipal³, mais impose d'importantes restrictions sur l'habitat et l'agriculture dans les communautés locales. Les habitants font état de conflits, parfois violents, tant avec les grands propriétaires fonciers (expulsions et même assassinats) qu'avec les autorités du *Mosaico* (amendes, arrestations, expulsions). Ils dénoncent des relations de domination locale qui, de leur point de vue, les empêchent de « vivre dignement de leur travail ».

³ Sous la forme de Taxes dites « écologiques » sur la Circulation des Biens et des Services qui sont payées par l'État à la municipalité.

Les jeunes de Barra do Turvo reflètent ces différences à l'intérieur de la « campagne ». 65 % des élèves du secondaire qui ont répondu à notre questionnaire vivent dans des communautés rurales (55 % dans des quartiers de l'agriculture familiale et 10 % dans des communautés *quilombolas*) et 35 % dans le centre de la municipalité. Pour les élèves des quartiers ruraux, les différences se traduisent très tôt par l'expérience des hiérarchies sociales et des discriminations :

« Comme quand, à l'école, quand moi j'y allais, je ne sais pas si c'est toujours comme ça, il y avait les classes A, B, C et D. La A, c'était juste les fils de professeurs et des gens comme il faut, la B c'était les gens du Boa Esperança [quartier du centre de Barra do Turvo], la C c'était de leur quartier à eux, de ceux d'Indaiatuba, d'Areia Branca... [quartiers d'agriculture familiale]. Et la D, c'était nous de là-haut [des quilombos]. Tout était bien séparé. » (Femme quilombola, Collectif.)

L'école est l'un des premiers et des principaux lieux où les jeunes des quartiers ruraux font l'expérience des inégalités sociales :

« Les filles y allaient, mince, avec seulement des sacs à dos de marque... et nous, on y allait... [rires]. » (Femme quilombola, Collectif.)

« C'est vrai, la première année où on est allés dans cette école, les riches sortaient [de l'école, pour acheter à manger pendant la récréation], et nous on voulait sortir aussi, juste pour voir, parce qu'on était bêtes, on ne savait rien de la ville, Barra do Turvo était merveilleux. (...) Donc on y allait et on voulait sortir. Et eux [personnel de l'école] ils nous empêchaient de sortir. » (Femme quilombola, Collectif.)

Au cours de conversations informelles avec les enseignants autour de notre projet, nous percevons un certain enthousiasme pour la valorisation de l'agroécologie et des modes de vie traditionnels. Cependant, à d'autres moments, la priorité est implicitement donnée aux fils de familles plus aisées – par exemple, lorsque l'école choisit d'informer les élèves sur les procédures d'entrée en faculté de droit ou de médecine, sans nécessairement donner la même place à d'autres professions, comme celle d'agriculteur.

Au-delà de l'école, la perception de la discrimination dans les services publics ou dans l'accès à l'emploi est un fait courant chez les jeunes des quartiers ruraux :

« Et à l'hôpital aussi, toujours ça, ces choses-là » (Femme quilombola, Collectif.)

« Sans parler du fait qu'à la Barra, ils [à la mairie] mettent un seul bus pour aller à la fac, et ça crée une bagarre de plus. Et encore, s'il ne tombe pas en panne sur la BR [autoroute] et il arrive ici à la Barra à trois, quatre heures du matin (...) - Ils choisissent beaucoup, ils séparent les gens » (Femmes quilombolas, Collectif.).

« Parce que là le maire choisit les gens pour donner du travail, et les gens de la campagne, ils peuvent faire ce qu'ils veulent... Pour nous, c'est du travail lourd seulement. (...) Pour d'autres quartiers, ils [à la mairie] font autre chose, mais pour nous là, ils ne font rien, ils veulent juste qu'on vote et qu'on travaille quand c'est le moment des élections. » (Jeune homme, quartier rural, conversation à Curitiba.)

2. L'agroécologie et la reconnaissance des modes de vie traditionnels

« Vous êtes de Barra do Turvo ? C'est génial ! Nous avons déjà eu trois étudiants de là-bas.... Vous êtes de la Coopera [Cooperafloresta] ? »

Ce type d'exclamation, de la part d'étudiants de l'École latino-américaine d'agroécologie, lors de notre visite en mars 2019, a eu de quoi surprendre les filles du Collectif. Alors que Barra do Turvo signifie généralement pour elles un endroit « isolé, [où] il n'y a pas de transport », « pas de travail » et où elles souffrent de discriminations, elles ont découvert au cours de cette visite que des jeunes d'autres régions du pays, non seulement connaissent leur municipalité, mais admirent la mobilisation locale pour le maintien des modes de vie traditionnels et le développement de l'agroforesterie.

Cette partie de l'histoire de la municipalité croise celle de la modernisation et des hiérarchies socio-économiques qu'elle a générées. D'anciens résidents des communautés *quilombolas* racontent qu'ils vivaient dans une situation de quasi-autarcie, pratiquant une agriculture sur brûlis intégrée dans la forêt atlantique, jusqu'à l'ouverture de la route qui relie la municipalité à l'autoroute BR-116, dans les années 1970. Selon eux, leur mode de vie a commencé à être menacé lorsque, dans les années 1980, le gouvernement municipal récemment formé a initié une politique de modernisation basée sur la spécialisation agricole et l'exploitation forestière, impliquant la déforestation de vastes zones et l'émergence de conflits avec les nouveaux propriétaires terriens. Dans le même temps, les autorités du Parc de Jacupiranga, constitué en 1969, mais peu actif jusqu'à la création en 1986 du Secrétariat à l'environnement du gouvernement de l'État de São Paulo, ont renforcé leur contrôle sur les communautés locales. Enfin, la situation s'est complexifiée avec l'arrivée de nouveaux habitants dans les quartiers d'agriculture familiale, à la suite de la crise économique et du chômage qui a touché les villes brésiliennes à partir de la fin des années 1980.

Dans la seconde moitié des années 1990, les habitants des communautés rurales de Barra do Turvo ont réagi à ces changements en créant le premier syndicat indépendant de travailleurs ruraux, le Sintravale, puis l'Association des agriculteurs agroforestiers de Barra do Turvo et Adrianópolis (municipalité voisine), la

Cooperafloresta. La « Coopera », ainsi qu'elle est connue localement, a promu l'agroforesterie comme mode d'agriculture intégré dans la forêt atlantique, légitimant la présence des habitants dans le Parc et les aidant à faire face aux pressions des nouveaux propriétaires. Bien qu'excluant l'agriculture sur brûlis, la Coopera a coïncidé avec la plupart des principes de base de l'agriculture traditionnelle *quilombola* et a compté initialement sur l'engagement de nombreux habitants de ces communautés. Elle a réuni jusqu'à une centaine de familles et représente l'une des plus grandes associations de ce type dans la région (vallée du Ribeira).

Par ailleurs, à partir de 2003, plusieurs communautés noires ont demandé à être reconnues comme descendant d'esclaves noirs⁴. Ce processus particulièrement long et difficile – il est toujours en cours aujourd'hui – devrait aboutir à la reconnaissance du droit collectif à la terre. Il a en tout cas conduit ces communautés à affirmer leur identité culturelle et politique et leur présence légitime dans la municipalité. Enfin, au début des années 2000, les habitants de l'ensemble des communautés locales touchées par les inspections environnementales se sont unis pour exiger le retrait du Parc de Jacupiranga. Cette mobilisation a abouti en 2008, non pas au retrait total du Parc, mais à sa réorganisation au sein du *Mosaico* d'unités de conservation de Jacupiranga. Cette réorganisation a assoupli les règles d'accès à la terre, d'habitat et d'utilisation des ressources naturelles, sans toutefois résoudre l'ensemble de ces problèmes. Malgré ces limites, un professeur de Barra do Turvo rappelle que, jusqu'à la réorganisation du Parc, la production agricole était faible et que ses élèves avaient honte de dire qu'ils étaient fils ou filles de producteurs ruraux. Il considère que le profil productif de la municipalité et la posture des élèves se sont nettement améliorés après la création du *Mosaico*.

Les jeunes des quartiers ruraux de Barra do Turvo sont les héritiers de l'ensemble ces mobilisations, sans toujours en avoir connaissance ou vouloir s'y impliquer. « *Je n'arrive pas à m'imaginer là-dedans, au milieu de cette confusion* » (jeune femme *quilombola*). Jusqu'à aujourd'hui, ces mobilisations se traduisent par des conflits locaux, voire nationaux, qui n'ont fait que s'aiguïser dans le contexte politique prévalent depuis 2016. La réduction des politiques fédérales en matière d'agriculture familiale (en particulier les coupes dans le budget du Programme d'Acquisition Alimentaire du Ministère de l'Agriculture, qui achetait la production des communautés), les nouvelles menaces pesant sur les *quilombos* et l'ouverture à la privatisation de la gestion des unités de conservation naturelle dans l'État de São

⁴ Dans le cadre du Décret n° 4.887 de 2003 qui « réglemente la procédure d'identification, de reconnaissance, de délimitation, de démarcation et de titre des terres occupées par les descendants des communautés de *quilombos* dont traite l'article 68 de la Loi des Dispositions Constitutionnelles Transitoires ».

Paulo, constituent un scénario particulièrement difficile pour les jeunes et pour les habitants des communautés rurales en général.

Ainsi, les jeunes de ces quartiers vivent ces contradictions dans leur vie quotidienne et dans leurs projets d'avenir. Lors d'une réunion du Collectif, une jeune femme *quilombola* déclare à quelques minutes d'intervalle :

« Mon rêve est vraiment : quand j'aurai fini l'école, j'ai l'intention de partir car à Barra, il n'y a pas de formation pour nous, il n'y a rien. »

« Je m'implique dans le projet, je me sens membre des Perobas [groupe local d'agricultrices agroécologiques]. Dans deux ans, j'espère continuer de participer à ce groupe de jeunes. Dans notre groupe, les femmes [adultes] veulent communiquer grâce à la technologie, se servir d'un ordinateur, ce serait bien si je m'en servais avec elles, Luciana [une autre jeune femme, nom fictif] fait aussi partie du groupe. Ce serait bien. » (Femme quilombola, Collectif.)

Loin d'être incohérent, ce type d'affirmation révèle le dilemme auquel cette jeune femme est confrontée : migrer dans l'espoir de construire une vie meilleure ou essayer de trouver sa place dans des initiatives qui valorisent le mode de vie de sa communauté. Le questionnaire dans les écoles a montré l'ampleur de ce dilemme : alors que 62% des élèves trouvent que Barra do Turvo ou leur communauté sont un lieu « bon » pour vivre ou du moins « normal » (34%), plus de la moitié (56%) ont l'intention de partir à la ville pour étudier ou travailler, considérant que c'est leur seule possibilité vu le manque d'opportunités locales. Seulement 8,8% ont l'intention de travailler comme agriculteur.trice et 12,1% de faire un autre type de travail dans leur communauté ou dans la municipalité⁵.

Notre projet a été un espace où ce dilemme a été mesuré et reconnu, au cours des discussions du Collectif et, plus largement, lors de la restitution de la recherche-action dans les écoles. Au sein du Collectif, nous avons approfondi les possibilités pour les jeunes femmes de développer de nouvelles opportunités grâce à leur implication dans l'agroécologie - un débat que nous n'avons pu qu'ébaucher dans les écoles. L'implication des jeunes dans la communication et la promotion des produits agroécologiques a été l'une des pistes proposées par le Collectif lors de la réunion préliminaire du projet (juin 2018) et qui a été mise en œuvre dans l'atelier de communication.

⁵ Parmi les autres réponses, 14,3% disent qu'ils n'ont pas encore de projet d'avenir et 8,8% se voient mariés et avec des enfants (plusieurs réponses étaient possibles, il y en a eu 91 pour 80 participants).

Encadré 1 | Atelier de communication : travail de mémoire et diffusion de l'agroécologie

L'atelier a été organisé entre novembre 2018 et février 2019 par l'animatrice engagée par la SOF dans le cadre du projet, en collaboration avec le reste de l'équipe (agronomes accompagnant le réseau d'agricultrices agroécologiques et équipe de recherche). Une première série de discussions a porté sur l'importance de la mémoire et de la culture locales qui se manifestent à travers l'« agri-culture » et la préparation des aliments. Sur cette base, les jeunes femmes, organisées en groupes de 3 à 5, ont choisi un produit typique de leur communauté, au sujet duquel elles souhaitaient produire des dépliants. Elles se sont rapidement mises d'accord sur cinq produits : la farine de maïs, le café artisanal, la cassonade, la production de bananes et les dérivés du manioc. Dans un deuxième temps, l'animatrice leur a demandé d'interviewer des personnes clés de leur communauté, en particulier des femmes, au sujet de la culture et de la préparation de ces produits et de leur importance pour elles-mêmes et pour la communauté. Lors de la réunion suivante, les jeunes femmes ont présenté ce matériel, qui s'est avéré être non seulement des notes d'interview ou des enregistrements audio avec photos, mais aussi des vidéos de 5 à 15 minutes, dans certains cas éditées (avec montage, musique de fond...).

Au cours de l'atelier, nous avons examiné ensemble ce matériel et discuté du contenu et de la réalisation technique. Pour faciliter la transition vers l'écrit, l'animatrice a distribué une quinzaine de dépliants de différentes organisations, dont nous avons analysé le contenu, le format et la conception graphique. Les jeunes femmes se sont mises d'accord sur une structure et une ligne graphique communes. Dans l'atelier d'écriture, elles ont développé le texte et le modèle du dépliant, ce qui a été, selon elles, une tâche difficile. L'étape suivante consistait à se former à un programme d'édition graphique (Nimbus) et à monter les dépliants sur l'ordinateur. Un premier résultat a été présenté à quelques agricultrices adultes du réseau, avant d'être revu et imprimé à 1000 exemplaires. Par le biais d'une mise en scène (questions d'un public fictif et réponses), les jeunes femmes se sont préparées au lancement des dépliants (annonce au micro et table de présentation), qui a eu lieu lors du premier anniversaire de la Foire Agroécologique de Registro (ville voisine), le 15 juin 2019. Actuellement, les dépliants sont distribués aux groupes de consommateurs responsables de São Paulo qui achètent les produits des agricultrices chaque mois et lors des différentes foires et rencontres auxquelles elles participent. Ils ont aussi circulé à Barra do Turvo, y compris dans les écoles.



L'atelier a été l'occasion pour les jeunes du Collectif de poser des questions au sein de leur famille et de leur communauté sur l'histoire locale ainsi que sur des techniques agricoles qu'elles ne connaissaient pas forcément, attirant notre attention sur l'importance de renforcer la transmission de ce type de savoirs entre les générations (voir point I.3. ci-dessous). Par ailleurs, nous avons pris la mesure du défi que représente la structuration de la communication écrite ou orale pour certaines et de l'importance de travailler ce type de compétence au sein du Collectif, chaque fois que des besoins concrets se présentent. L'acquisition de compétences en informatique, en plus de l'utilisation du téléphone portable, a été particulièrement appréciée par les jeunes (*« C'était bien qu'on ait appris plusieurs choses, comme se servir d'un ordinateur »*) et, de fait, elle a constitué un point clé de leur contribution au réseau des agricultrices à travers la réalisation des dépliants sur ordinateur. La distribution des dépliants, leur impression à relativement grande échelle et le simple fait qu'elles aient été invitées à participer à l'atelier, ont fait que les jeunes se sont senties valorisées, d'autant plus qu'elles sont généralement exclues des possibilités de formation, que ce soit à cause de la distance, du manque d'information ou d'une offre inadéquate (*« Je n'ai jamais fait de cours, c'est le premier que je fais, et ça me plaît pas mal »*).

Le Collectif a souffert du départ de quelques jeunes femmes qui sont allées travailler à Curitiba, outre le cas d'un garçon qui est parti suivre un cours de technicien agricole. Malgré cela, les cinq dépliants initialement prévus ont été réalisés, dont quatre de manière autonome par les jeunes. Par ailleurs, nous avons observé que l'atelier a contribué au lent processus de rapprochement des jeunes issues de différentes communautés. Parler de questions concrètes (format des dépliants, organisation du lancement, etc.) et partager des moments ensemble, y compris deux nuits dans des dortoirs des communautés, a contribué à réduire les distances et à créer une base sur laquelle les relations nécessaires à l'action collective de cette génération peuvent (et doivent encore) se développer.

3. Relations de genre dans les communautés et difficultés spécifiques des filles

« Subvenir sans salaire aux besoins de trois enfants, ce n'est pas facile. Le groupe de femmes [agricultrices agroécologiques] est apparu, c'est très bien de travailler la terre, moi j'aime travailler la terre. Mais j'ai eu une très grosse dispute dans la communauté à propos de la terre, que je n'ai pas (...). Alors je suis venue, je suis venue travailler [à Curitiba], je me suis adaptée au travail ici et je me débrouille. Maintenant, si un jour la communauté là-bas me dit 'oh, voilà ton terrain', je laisse tout tomber ici et je retourne à la campagne, parce que c'est un meilleur endroit pour nous, pour nous et pour les enfants, il y a

plus de liberté. » (Jeune femme quilombola travaillant à Curitiba, mère de trois enfants.)

Tous les jeunes des quartiers ruraux font face à des difficultés pour construire des projets de vie dans l'agriculture, mais, pour diverses raisons, ces difficultés sont encore plus grandes pour les femmes. Nos observations auprès du Collectif, les conversations avec des jeunes de Barra do Turvo vivant à Curitiba et les réponses des lycéens à notre questionnaire indiquent toutes une préférence donnée aux garçons pour l'insertion dans les activités agricoles, en particulier celles qui sont rémunérées. Dès l'adolescence, les garçons participent aux travaux de leur famille, reçoivent parfois un lopin de terre ou des animaux, et sont embauchés par des voisins ou des fermiers pour faire des travaux qui peuvent devenir réguliers. Évidemment, ce type d'intégration est aussi une obligation masculine et est loin d'être exempte de difficultés, voire d'abus.

« Les gens ne nous donnent que du travail dur (...). Le type [propriétaire de la ferme] ne m'a pas payé, alors je suis parti. » (Jeune homme de quartier rural.)

Les femmes n'ont pas accès à ces espaces dans la même mesure que les hommes. Lorsqu'elles participent à la production agricole, c'est généralement avec leur mère, dans le travail typiquement féminin autour de la maison (potager, élevage de petits animaux), destiné principalement à la consommation familiale.

« Ça la terre, j'ai toujours aimé. Mais là encore... j'aide la mère. La mère en tire un revenu [avec le groupe d'agricultrices agroécologiques], mais beaucoup de gens, non, ils plantent juste pour manger. » (Jeune femme de quartier rural.)

De la même manière, les filles participent au travail domestique, reproduisant très tôt la division sexuelle entre le travail masculin rémunéré et valorisé et le travail féminin non rémunéré et invisible. Lorsqu'elles font des ménages dans des maisons dans leur communauté, il est courant qu'elles ne soient pas payées une journée entière, car leur travail est considéré comme « une aide ». Dans certains cas, elles ne font tout simplement rien : elles dorment l'après-midi après l'école et parlent de l'inactivité par « manque d'opportunité » comme un de leurs problèmes à Barra do Turvo.

« Si j'y retournais, je ne ferais rien, comme mes sœurs qui y sont restées. » (Jeune femme de quartier rural, à la recherche d'un emploi à Curitiba.)

Les différences entre les femmes et les hommes construites dès le plus jeune âge au sein des familles et des communautés rurales se traduisent par une moindre participation des filles au travail agricole rémunéré et, dans certains cas, par une moindre maîtrise des techniques et des connaissances spécifiques et une moindre légitimité pour accéder à la terre. Confrontées à la pression foncière et aux difficultés à maintenir l'activité agricole, les familles ont tendance à favoriser les garçons, à

Barra do Turvo comme dans la plupart des zones rurales du pays⁶. Les hommes ont également accès à une plus grande variété d'emplois ruraux non agricoles, généralement dans les secteurs des transports et de la construction. En conséquence, à l'âge adulte, les femmes sont plus souvent obligées de partir travailler en ville, comme le montre la structure démographique de la municipalité - 52,4% sont des hommes, 47,6% des femmes⁷. Lorsque nous avons interrogé les élèves du secondaire sur leurs projets d'avenir, 68 % des filles et 46 % des garçons ont répondu qu'ils se voyaient travailler dans une ville. En outre, 19% des garçons se voyaient effectuer des travaux non agricoles à Barra do Turvo, pour seulement 5 % des filles.

Alors que les femmes adultes sont donc plus souvent forcées de quitter Barra do Turvo que les hommes, cette relation s'inverse à l'adolescence : les adolescents garçons sont plus susceptibles que les filles d'avoir une première expérience de travail et de vie indépendante dans la ville. C'est le cas de plus d'un quart des élèves du secondaire que nous avons interviewés, parmi lesquels les deux tiers sont des garçons. Cette inversion du schéma migratoire en fonction de l'âge et du sexe a pour effet que les femmes adultes partent, plus souvent que les hommes, en ville sans expérience préalable, ce qui augmente leur risque d'échec et de déconvenue.

« Alors là, après m'être cassé la figure trois fois [en ville], j'ai vu qu'il fallait que je prenne pied ici, parce que la ville, c'est pas cette merveille que tout le monde dit. » (Jeune femme quilombola, Collectif.)

Cette différence attire également l'attention sur le contrôle spécifique exercé sur la mobilité des filles. Le risque de grossesse cristallise les craintes des parents d'adolescentes, qui tentent de l'éviter, en général par la prohibition.

« - Mais pour ce qui est de sortir avec des garçons, jusqu'à aujourd'hui ils [mes parents] me retiennent. Elle [autre jeune femme du Collectif] a dit que son père n'aimait pas ça, mon père à moi jusqu'à aujourd'hui... punaise, jusqu'à aujourd'hui...

- Ils veulent toujours prendre soin de nous.

- Quand je dis que je sors avec quelqu'un, punaise, il [mon père] ne le connaît peut-être même pas, mais pour lui c'est la pire personne du monde, normal. » (Conversation entre deux jeunes femmes, Collectif.)

⁶ Une enquête dans trois municipalités rurales du Pernambouc, dans le nord-est du Brésil, montre que 85,5% des garçons mais seulement 60,9% des filles participent aux travaux agricoles de l'établissement familial (Wanderley, Maria de Nazareth Baudel (coord.), *Juventude rural: vida no campo e projetos para o futuro*, Recife, UFPE, 2013).

⁷ Atlas de Développement Humain du Brésil, 2010, http://atlasbrasil.org.br/2013/es/perfil_m/barra-do-turvo_sp.

Non seulement les pères, mais aussi les mères, qui dans certains cas sont plus conservatrices que les hommes, ainsi que les voisins exercent une forte pression sur les adolescentes, mettant en jeu leur réputation et exigeant que celles qui deviennent mères se dédient exclusivement à ce rôle :

« Puis des voisins ont dit que ce n'était pas sa fille parce que j'étais partie avant, tu vois, parce qu'on avait rompu et que j'étais partie. J'ai subi beaucoup de préjugés parce que j'étais enceinte... parce que j'ai rompu avec lui et que j'étais enceinte » (jeune femme de quartier rural, mère célibataire).

« Dans la tête des gens, quand tu deviens mère, même si tu n'as que 16 ans, tu n'es que mère. [...] Dans son esprit [jeune mari], quand tu as un enfant, tu dois rester à la maison, tu ne peux pas travailler. Mais pour que ce soit comme ça, l'homme doit te donner une bonne vie, et ce n'était pas le cas. » (Jeune femme de quartier rural, mère célibataire de 3 enfants, à propos de l'interruption de ses études à l'âge de 16 ans.)

La pression sociale, exercée par une représentation conservatrice et intransigeante de la maternité, s'accompagne du déni social de la sexualité des filles. Certaines jeunes femmes protestent contre cette « hypocrisie » et certaines veulent même être mères pour, pensent-elles, se libérer du contrôle de leurs parents. Cependant, la plupart d'entre elles sont conscientes de la perte de liberté que la maternité signifierait et du risque que le contrôle exercé par les parents soit simplement transféré à leur petit ami ou mari.

« Dieu me garde de sortir avec un garçon. Oh, non, c'est juste du travail pour nous de sortir avec un garçon. On voudra sortir, ils ne nous laisseront pas sortir. Ils voudront décider de nos vêtements. Il y a des hommes qui veulent tout décider de la personne, ils veulent changer la personne. Et moi, je ne change pas. » (Jeune femme, quartier rural, Collectif.)

La plupart des jeunes femmes expérimentent des rapports sexuels tôt, subissent le poids des interdictions et de relations inégales, et ont peu d'espace pour en parler. Lors d'un atelier de discussion sur le corps et la sexualité à l'école de formation « Féminisme et Agroécologie » organisée la SOF en juillet 2019, les jeunes femmes ont été gênées par les discussions sur le plaisir et la sexualité féminine et ont montré peu de connaissances sur le fonctionnement de leur corps. Elles ont écouté attentivement la discussion sur la qualité des relations, que les femmes adultes avaient axée sur la question des violences faites aux femmes, sans toutefois y participer elles-mêmes directement.

En somme, la reproduction de la division sexuelle du travail agricole et domestique, la difficulté d'accès des femmes à la terre et, dans certains cas, aux connaissances agricoles, le contrôle exercé sur leur mobilité et sur leur corps, la relation complexe entre la recherche d'autonomie, la transition vers l'âge adulte, la construction de la féminité, la maternité et la migration font de l'engagement des filles dans l'agroécologie une question multidimensionnelle.

L'approche féministe développée par la SOF auprès d'agricultrices adultes de la vallée du Ribeira depuis 2015 a combiné changements techniques dans l'agriculture et transformation des rapports de genre et de pouvoir locaux. Elle s'est appuyée sur des actions visant la valorisation marchande et non-marchande de la production agroécologique des femmes, leur auto-organisation, leur accès à la formation, leur participation au mouvement féministe et la construction d'alliances avec d'autres mouvements sociaux. Progressivement, la reconnaissance de la difficulté d'impliquer les jeunes dans l'agriculture et les préoccupations exprimées par les adultes, ont démontré l'urgence d'intégrer une approche générationnelle et les multiples dimensions qu'elle implique. Comme l'a exprimé une agricultrice :

« Dans mon cas, c'est lutter pour l'agriculture parce que mes enfants sont avec moi, eux trois, et je ne veux pas qu'ils arrêtent, tu comprends ? Et donc, notre place est ici et j'ai la chance d'avoir mes trois enfants dans l'agriculture familiale. Nous devons nous battre pour que quand nous ne serons plus là, ils continuent ce que nous avons commencé depuis tout ce temps avec vous. D'une génération à l'autre : la SOF a aidé ma mère, maintenant nous, puis nos enfants et ainsi de suite. » (Agricultrice agroécologique, quartier rural, mère de trois enfants, 2017.)

II. La vie en ville : « y aller avec la tête bien préparée »

1. Une option « naturelle »

Comme résultat de l'ensemble de ces contraintes, nous avons observé, dans les espaces où nous nous sommes rendus avec les jeunes, dans les entretiens dans le cadre de la recherche ou dans les conversations informelles avec elles.eux ou leur famille, que partir pour la ville est considéré comme une option naturelle. Dans de nombreux cas, cette possibilité est stimulée et même soutenue par les familles, malgré la conscience des difficultés rencontrées par les jeunes en ville :

« Mais ces jeunes alors ? J'en ai quatre, que vont-ils faire ? Ils ne veulent plus cultiver la terre, il n'y a pas d'opportunité. Parfois, on pense qu'aller en ville il y a plus d'opportunités, mais alors on se demande : qu'est-ce qu'ils vont devenir ? Etre dans les champs, cultiver, c'est difficile. On n'a aucune incitation et aucune aide. (...) Il y a des garçons qui sont dans les champs depuis l'âge de cinq ans (...), ils sont partis et sont allés en ville, ce sont des travailleurs. Ils ne vont pas bien, mais en travaillant dur, ils arrivent à s'acheter leurs petites affaires. » (Agricultrice agroécologique, quartier rural, mère de quatre enfants).

Dans l'enquête par questionnaire, 14 % des élèves ont déclaré parler de leurs projets d'avenir dans leur famille, et 63 % ont dit qu'en plus de parler, leur famille leur offre de les aider à réaliser ces projets. Considérant que 56% du nombre total d'élèves ont déclaré que leur projet d'avenir est d'aller en ville, nous constatons qu'il est courant pour les familles de soutenir et d'accompagner ce projet dans la mesure de leurs possibilités. Dans un des groupes focaux que nous avons menés avec le Collectif, la majorité des filles ont également dit qu'elles parlent de leurs projets avec leur famille. Elles ont aussi manifesté que, bien que se rendre en ville soit un projet bien réel, le retour à Barra do Turvo est une option toujours présente, révélant la présence de l'idée de migration circulaire chez les jeunes.

« Normal, je dis toujours, j'ai toujours dit, si tout va bien, si tout va bien, hein, parce qu'on ne sait pas, hein... Parce que mon père vit aussi à Curitiba, c'est pour ça que je dis, mon père sait que quand j'aurai fini [le lycée] j'irai là-bas, si tout se passe bien. Et si ça ne marche pas aussi, je dis demi-tour, c'est une conversation normale » (jeune femme quilombola, Collectif).

« Quand je suis partie la première fois, je suis arrivée et j'ai parlé à ma mère, elle m'a soutenue, mon père était même en colère contre moi, mais je suis partie. Je me suis cassé la figure, je suis revenue. Quand j'ai eu 18 ans, j'y suis retournée, là mon père était déjà plus d'accord, parce que j'étais majeure, j'y étais déjà allée et tout. » (Jeune femme quilombola, Collectif)

Pouvoir étudier et travailler est la principale motivation des jeunes pour aller en ville. Dans l'enquête par questionnaire, parmi les élèves qui ont dit vouloir partir, la principale raison est d'avoir plus de possibilités d'étudier (54 %), suivie par plus de possibilités d'emploi (30 %). Tant les jeunes qui sont à Barra do Turvo que ceux qui sont partis, en général vers la région métropolitaine de Curitiba, affirment que la migration est due principalement au manque d'opportunités :

« C'est impossible que tout le monde reste ici, parce qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde ici. » (Jeune femme quilombola, Collectif)

« Je vais dire la pure vérité. Dire que [les filles] ne doivent pas venir [en ville]... je ne vais pas dire ça, parce que je ne veux pas qu'elles n'arrivent à rien. (...) Je dis, rester là-bas [à Barra do Turvo], elles ne vont rien faire de leur vie là-bas. Elles vont travailler dans les champs, pour leur père, pour leur mère, imagine un peu. Viens en ville, tu auras ton petit salaire, tu vivras. Mais tu dois joindre les deux bouts et savoir ce que tu fais. » (Femme quilombola vivant à Curitiba).

2. Femmes et hommes à la recherche de logement et d'emploi en ville

Une fois en ville, les réseaux de soutien des jeunes sont basés sur les relations qu'ils entretenaient déjà dans leur communauté d'origine. Il est courant qu'ils s'installent chez des frères ou sœurs, des cousins ou d'anciens voisins, ou du moins à proximité, dans la même rue ou dans le même quartier. Une façon de se loger que nous avons découverte lors de nos visites à Curitiba est de vivre dans des maisons séparées de celles de membres de la famille ou de connaissances, mais en partageant la même cour. La maison de devant appartient au propriétaire du terrain, qui construit quelques maisons derrière la sienne pour les louer à ces jeunes, qui forment des collocations de frères et sœurs ou de cousins. En règle générale, les jeunes qui arrivent seuls dans la ville (c'est-à-dire qui n'ont pas émigré parce qu'ils se sont mariés) s'installent dans la maison de membres de la famille.

« Il y a beaucoup de famille ici, dans cette rue même, il y a trois ou quatre cousins. Il y a un oncle qui est aussi un voisin. Là en face, il y a un oncle qui est le frère de la mère. Il y a aussi une ville voisine, Colombo, où il y a encore plus de famille. Partout où tu vas, il y a quelqu'un. Barra a déménagé à Curitiba, c'est la seule possibilité. » (Jeune femme quilombola vivant à Curitiba)

Dans la recherche d'emploi en ville, il existe une nette différence entre le type d'activités dans lesquelles les jeunes femmes et les jeunes hommes s'insèrent. Lors de nos visites aux jeunes vivant à Curitiba, nous avons rencontré des hommes travaillant comme maçon assistant, installateur Internet et dans les cuisines des restaurants. Pendant ce temps, les filles étaient à la recherche d'un emploi comme

femmes de ménage, à domicile ou pour des entreprises de service externalisé. Parmi les femmes, il y a une nette différence entre les plus jeunes, qui montrent une préférence pour les emplois dans le secteur commercial, en contact avec le public – et les plus âgées, qui travaillent généralement ou ont travaillé comme employées domestiques.

« Les emplois que j'ai occupés le plus longtemps étaient des emplois domestiques, et les jeunes filles ne veulent pas travailler dans une maison, il y a ça aussi. Elles veulent travailler dans une entreprise, non ? Je préférerais aussi travailler dans une entreprise, mais pour moi, c'est mieux de travailler dans une maison. Parce que je pense comme ça : je vis ici, je paie un loyer, je vais à Barra tous les 15 jours, donc j'ai beaucoup de dépenses. Et ils paient mieux. Comme domestique, ils paient mieux qu'une entreprise. »

« Dans une entreprise on a plus de chance de progresser, hein. Je pense aussi que tu as plus d'avenir que comme domestique, hein, si tu travailles comme domestique et que tu ne suis pas de cours, que tu ne cherches rien, il n'y a pas moyen de progresser, tu resteras toujours là. » (Femme quilombola vivant à Curitiba depuis environ 15 ans.)

A travers nos échanges avec les femmes qui sont à Curitiba depuis plus longtemps, nous percevons que les dernières années ont été marquées par d'intenses changements dans le marché du travail. Beaucoup de jeunes n'ont pas terminé leurs études secondaires à Barra do Turvo – l'abandon scolaire pendant les dernières années étant très fréquent – ce qui constitue un obstacle de taille à leur entrée sur le marché du travail (voir partie III).

Parmi les plus jeunes, qui sont arrivés à Curitiba il y a peu de temps, nous observons aussi une nette différence entre les hommes et les femmes dans l'expérience de leurs premiers mois en ville. Il est ainsi courant de trouver les filles assurant le travail domestique – que ce soit dans la maison où elles vivent avec leurs frères et sœurs, avec un autre parent ou avec leur mari - alors qu'elles cherchent un premier emploi et/ou qu'elles essaient de terminer leurs études secondaires. Pendant ce temps, les garçons sont visiblement soumis, dès leur arrivée dans la ville, à une plus grande pression pour obtenir un emploi, fixe ou temporaire, dans quelque secteur que ce soit. A travers nos discussions avec eux et avec les femmes des groupes d'agroécologie de Barra do Turvo, nous constatons que l'attente est forte que les garçons travaillent à l'extérieur de la maison dès leur plus jeune âge, même dans des travaux lourds et des emplois précaires, assumant un rôle de gagne-pain qui peut les pousser à abandonner leurs études.

« Je me suis découragé de l'école. (...) La fois où j'ai arrêté d'aller à l'école, c'est parce que j'ai travaillé dans une ferme, travaillé toute la journée, il était cinq heures de l'après-midi, j'étais fatigué : ah, je ne vais pas à l'école, non, ah, non, je n'y vais pas, là j'ai renoncé. » (Jeune homme quilombola vivant à Curitiba.)

Bien que les filles bénéficient d'une tranquillité relative pour trouver un premier emploi plus proche de leurs attentes, les conditions de travail qu'elles trouvent sont en général également précaires. Dans les conversations, elles parlent de leurs expériences comme ouvrière dans une ligne d'assemblage de puces de téléphones cellulaires, dans la production de conserves (qui implique de passer toute la journée mouillée), comme employée domestique, femme de ménage dans des entreprises de services externalisés, aide de cuisine ou vendeuse (avec de très longues heures de travail). Etant responsables du travail domestique là où elles habitent, elles semblent aussi avoir moins de relations personnelles que les garçons. La plupart des filles à qui nous avons parlé n'avaient pas de liens sociaux consolidés dans la ville, tandis que les garçons disaient qu'ils avaient l'habitude de rencontrer leurs amis tous les jours.

« Je cherche quelque chose pour aider mon frère, parce qu'on vit ensemble, et il n'y a que lui qui paie les factures... » (Jeune femme quilombola vivant à Curitiba.)

« On se réunit toujours l'après-midi, nous sommes environ quatre ou cinq, on monte là-haut, on se rencontre l'après-midi et on y reste pour discuter dehors dans la maison de mon frère. Comme ça, dans l'après-midi, on passe le prendre et on se retrouve. [Nous demandons si ce ne sont que des garçons.] Seulement des garçons. C'est super. » (Jeune homme quilombola vivant à Curitiba.).

3. Mères avec enfants en ville : la difficile recherche d'autonomie

Outre les difficultés liées au travail rémunéré, les femmes – en particulier les mères célibataires – ont montré une surcharge de travail domestique et de soins aux enfants tout comme un grand isolement dans l'accomplissement de ces tâches. Cette situation devient critique lorsqu'un enfant se trouve dans un état qui nécessite plus de soins, par exemple en cas de maladie ou d'accident.

« Une fois, je me suis retrouvée au chômage, mais pas parce qu'il n'y avait pas de travail, c'était à cause de L. [son fils], dans ce cas, oui, j'ai trouvé un emploi et j'ai bossé deux semaines, il est tombé malade, il a été hospitalisé, à l'hôpital, donc il n'y avait pas moyen d'aller travailler, dans ce cas, ils ne pouvaient pas non plus me garder, non ? » (Femme quilombola et mère célibataire vivant à Curitiba).

« Pareil, mon fils s'est cassé le bras, qui l'a aidé ? Son père était ici, mais... il n'y avait personne. Il s'est cassé le bras, j'ai quitté mon travail, j'étais en période d'essai, j'avais besoin de l'emmener chez le médecin. (...) Il va être hospitalisé,

oh, mon Dieu, que faire ? Puis, je suis restée là-bas avec lui... » (Femme quilombola et mère célibataire vivant à Curitiba.)

Être loin de la famille, ne pas pouvoir compter sur les politiques publiques comme une crèche à plein temps ou un meilleur fonctionnement des transports en commun et, en général, ne pas avoir le soutien du père de ses enfants sont les conditions critiques de ces femmes dans la ville. Nous comprenons que la seule façon de réduire leur charge de travail est de compter sur leur propre mère, à Barra do Turvo, pour s'occuper des enfants pendant un certain temps. Cela leur permet de travailler davantage et de vivre dans un espace plus petit, ce qui réduit le prix de la location. Ce choix, cependant, implique évidemment une souffrance due à la séparation avec leurs enfants.

« C'était très triste, là j'ai trouvé un travail, j'ai dû rester loin de D.[sa fille], parce que je n'avais personne à qui la laisser [D. est allée vivre avec ses grands-parents à Barra do Turvo]. Quand j'ai pu l'emmener, j'ai dû quitter mon travail, parce que la fille qui s'occupait d'elle la maltraitait. A partir de là, j'ai quitté mon travail aussi. » (Jeune femme de quartier rural et mère célibataire)

« Mon fils ne peut pas rester sans moi là-bas [à Barra do Turvo]. C'est pas possible de le laisser. Même s'il se débrouillait bien, une mère qui est mère ne vit pas loin de son fils. » (Femme quilombola et mère célibataire vivant avec ses enfants à Curitiba.)

Dans nos conversations avec les mères célibataires, nous observons que leur acceptation du travail de soin à leurs enfants s'accompagne de la dé-responsabilisation du père, ce qui les expose à des situations de vulnérabilité et de dépendance envers leur propre mère ou d'autres membres de leur famille. Du fait de l'acceptation de leur rôle de mère, elles ne cherchent pas à partager la garde de leur(s) enfant(s) avec le père, mais tout au plus à ce que ce dernier verse une pension, qu'elles n'obtiennent, dans la plupart des cas, que par une procédure judiciaire.

« Il [le père de son fils] a commencé à payer une pension alimentaire quand il [son fils] a eu quatre ans parce que je lui ai fait un procès. Alors il est venu et il s'est inscrit, tout était à mon nom seulement, et maintenant il paie sa pension. Mais c'est comme ça, un mois il paie, un mois il paie pas... c'est quand il veut. » (Femme quilombola et mère célibataire vivant à Curitiba)

Les conditions imposées par le marché du travail, ainsi que les responsabilités sociales attribuées aux mères, sont des facteurs de vulnérabilité qui limitent considérablement les possibilités de ces femmes d'accroître leur autonomie personnelle et financière pendant qu'elles élèvent leurs enfants.

III. Accès à l'éducation, entre ville et campagne

1. Rêves d'étude

« Mon rêve est d'entrer à l'université. J'ai fini mon lycée mais je dis que je n'ai pas fini mes études, parce que j'en ai envie, mon rêve est d'obtenir une bourse pour aller à l'université. » (Femme quilombola et mère célibataire vivant à Curitiba.)

Dès les premières réunions du Collectif, le désir d'étudier est apparu comme un point commun entre les jeunes femmes de Barra do Turvo ainsi qu'une question centrale dès que nous parlions d'idées d'avenir - généralement avant même les questions liées au mariage. Toutes ont déclaré rêver de pouvoir aller dans une université, suivre une formation technique ou professionnelle, dans différents domaines (vétérinaire, gastronomie, manucure, administration, psychologie, éducation, détective, océanographie...).

Ce désir d'étudier contraste avec les opinions négatives que beaucoup d'entre elles expriment sur leur école, soit parce qu'elles estiment être victimes de discrimination en raison de leur milieu social (voir partie I), qu'elles pensent que la qualité de l'éducation est médiocre, ou bien qu'elles n'ont elles-mêmes pas suivi les cours avec une assiduité suffisante :

« Les profs se fichent des élèves, ils nous disent d'ouvrir le livre et ils n'expliquent pas. » (Jeune femme d'un quartier rural, Collectif)

« Je pensais que je n'allais même pas passer, parce que je n'arrêtais pas de sécher des cours. Le prof lui-même disait qu'il n'allait pas me laisser passer. Mais ils m'ont faite passer, je ne sais pas comment. Ils ne voulaient plus voir ma tête, à l'école, non ? Ils m'ont mise dehors, ils m'ont faite passer sans que je sache quoi que ce soit. » (Jeune femme d'un quartier rural, Collectif)

En dépit de ces perceptions, l'enquête par questionnaire confirme le désir de presque tous les élèves (97 %) d'avoir accès à l'enseignement technique ou supérieur. Au niveau national, le désir massif d'étudier est certainement l'une des caractéristiques de la jeunesse rurale qui la distingue le plus de la génération précédente⁸. Plusieurs facteurs sont en jeu. Le nombre d'établissements d'enseignement supérieur au Brésil est passé de 893 en 1991 à 2 416 en 2012. Cette croissance est liée à l'augmentation du nombre d'institutions privées, mais aussi à celle de l'offre ainsi qu'à la démocratisation de l'enseignement public, surtout entre

⁸ Dans le livre précité sur la jeunesse rurale du Pernambouc, Maria de Nazaré Baudel Wanderley et son équipe font le même constat : « un progrès : la scolarisation des jeunes d'aujourd'hui est bien supérieure à celle de leurs parents ; une limite : l'abandon précoce des études et un atout : la grande demande d'éducation, exprimée par la plupart des jeunes » (p. 188).

2004 et 2012. Pendant cette période, dans tous les cours de l'enseignement supérieur, on a pu constater une diminution en pourcentage du nombre d'étudiants issus de familles à revenu élevé, ainsi qu'une légère augmentation du nombre d'étudiants se déclarant comme noirs ou métis. Outre l'expansion des campus universitaires et la construction de nouveaux campus dans les régions de l'intérieur du pays, la mise en œuvre de la loi sur les quotas a été essentielle pour l'efficacité de ce processus⁹. La place accordée à l'éducation par les jeunes et leurs parents, en tant que facteur de promotion sociale, reflète ces changements, surtout lorsqu'aucun membre de la famille n'a eu la possibilité d'étudier dans l'enseignement supérieur auparavant :

« Ils [mes parents] veulent que je sois quelqu'un dans la vie un jour, parce que mes sœurs n'ont pas étudié, elles n'ont pas été à l'université. Alors ils veulent qu'il y en ait au moins un qui aille à l'université. » (Jeune femme de quartier rural, Collectif).

Les jeunes femmes sont plus ou moins conscientes que le marché du travail a changé, en particulier dans les zones urbaines, et qu'un bon emploi ne peut plus être obtenu sans formation :

« Au supermarché... je ne sais pas si un jour je trouverai du travail au supermarché, mais à la caisse, je ne veux pas y travailler. Il faut faire des maths, non ? Seulement que moi je suis nulle en maths. » (Jeune femme de quartier rural, Collectif).

« Aujourd'hui, n'importe quelle entreprise où tu vas, il faut avoir fait un cours. De nos jours, l'école secondaire ne vaut plus rien par rapport à l'emploi, si tu n'as pas fait d'études, tu ne trouves rien. » (Femme quilombola vivant à Curitiba depuis environ 15 ans).

Dans de nombreux cas, cette prise de conscience, se traduit par le désir d'étudier :

« Je pense finir l'école maintenant et partir, suivre des cours professionnels pour trouver un emploi, ce genre de choses. » (Femme quilombola de 18 ans, Collectif)

« Tu dis : "Je vais en ville, ok, je vais au paradis"... et puis non. Surtout si tu ne fais pas d'études, si tu n'étudies pas, tu vas te planter. Si tu as fini tes études, même si tu es à la recherche d'un emploi, sans savoir ce que tu vas faire, tu apprends. Mais si tu n'as pas fini, tu n'as aucune chance (...) d'aller chercher quelque chose de mieux, de choisir, de dire "je vais faire ce cours, faire ceci"... il n'y a pas moyen. Tu dois te débrouiller là où ils te mettent. » (Femme d'un quartier rural, 27 ans.)

⁹ Voir l'article en portugais : « O novo perfil do campus brasileiro: uma análise do perfil socioeconômico do estudante de graduação », *Avaliação (Campinas)* [online]. 2014, vol.19, n.3, pp.723-747.

Le désir d'études des lycéens de Barra do Turvo se porte, en premier lieu, sur les universités (61 %), suivies à parts presque égales par les cours professionnels et techniques (20 % et 17 %, respectivement, sans différence significative entre les sexes). La préférence pour l'université s'explique par son plus grand prestige, mais aussi par la distance qui sépare ces jeunes et leurs familles du monde de l'enseignement supérieur. De fait, il leur est difficile de bien saisir les différences entre les programmes, en termes de conditions d'accès, de méthodes pédagogiques ou de débouchés sur le marché du travail.

« Commencer par quelques projets de cours, pour trouver un bon emploi, et qui sait, peut-être plus tard, peut-être une fac, mais je ne pense pas à ce que je veux faire [à la fac]. » (Jeune femme quilombola, Collectif.)

L'accumulation des difficultés limite la formulation de projets concrets pour une bonne partie des jeunes ruraux. Suivre un cours ou faire la fac est pour beaucoup une réponse générique, dont la réalisation n'est qu'une lointaine possibilité. Cette situation contraste avec celle des filles et fils des familles du centre de la municipalité, qui fréquentent la même école et bénéficient d'un soutien familial plus efficace. Ces situations diffèrent encore de celles de certains jeunes ruraux, en particulier des fils et filles de dirigeants locaux, qui choisissent tôt l'enseignement technique ou professionnel, qu'ils considèrent plus adapté à leur réalité que l'enseignement secondaire et supérieur. Interrogés sur ses chances de trouver un emploi après avoir suivi plusieurs cours de ce type, un de ces jeunes répond :

« Je trouve [un emploi]. Ces cours... ici, ils exigent plus de cours que d'études, ici à Curitiba. Là-bas, à São Paulo, il y a plus d'études, plus de formation, plus d'expérience dans divers domaines » (Jeune homme quilombola travaillant à Curitiba).

2. Barra do Turvo : possibilités limitées

A Barra do Turvo, comme dans la plupart des municipalités rurales du Brésil¹⁰, l'offre locale de formation extrascolaire pour les jeunes ou les adultes est

¹⁰ Selon la Synthèse des Indicateurs Sociaux de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique, « Au Brésil, en 2017, 23,0% des personnes âgées de 15 à 29 ans (11,2 millions) n'étaient pas occupées, ni en train d'étudier ou de se qualifier. Par rapport à 2016, ce contingent a augmenté de 5,9 %. Cette situation touche particulièrement les femmes (28,7%), contre 17,4% des hommes, et les Noirs (25,9%), contre 18,7% des Blancs ». Par ailleurs, « si l'on considère les données disponibles pour 2011, on constate également une inégalité entre les zones rurales et urbaines, 36,62% des jeunes femmes rurales étaient dans cette situation contre 27,11% des jeunes femmes urbaines et 9,3% des jeunes hommes ruraux » (E. Tillmann, et F. Comin, « Os determinantes da decisão entre estudo e trabalho dos jovens no Brasil e a geração nem-nem », *Revista Pesquisa e Planejamento Econômico*, v. 46 n° 2, 2016.). Enfin, « une enquête menée en Amérique latine et dans les Caraïbes a montré que 31% des jeunes sont à la recherche d'un emploi (principalement des hommes), plus de la moitié, 64% sont engagés dans des tâches familiales (principalement des femmes), et presque tous effectuent des tâches domestiques ou aident dans les entreprises familiales » (R. Novella, A. Repetto, C. Robino et G. Ruci, *Millennials in Latin America and the Caribbean : working or studying*, Banque interaméricaine de développement, 2018).

limitée. Elle provient principalement du Centre de référence pour l'assistance sociale (CRAS), dans le cadre de programmes de lutte contre la pauvreté, comme la *Bolsa Família*, et concerne des cours professionnels (maquillage, coiffure, boulangerie, manucure...), de base (informatique, par exemple) ou dans le domaine artistique (ex. cours de guitare). Ces cours sont dispensés dans les locaux du CRAS au centre de la municipalité et, dans certains cas, dans une antenne située sur l'autoroute BR-116. Mais les horaires (nocturnes) et les transports publics limitent fortement la participation des habitants des zones rurales. Certaines institutions ont également offert des cours liés à la préservation de l'environnement, comme le tourisme communautaire ou la reproduction de plantes natives dans des pépinières locales. Un autre exemple important a été le projet « Agroflorestar », mis en œuvre par Cooperafloresta avec le financement de l'entreprise brésilienne d'hydrocarbures Petrobrás (2011-2012), qui s'est concentré sur l'agroforesterie. Toutefois, ce type de cours est devenu rare dans le contexte actuel de restrictions financières dans les secteurs public et privé.

En conséquence, seule une minorité de jeunes – 30 % des réponses à notre questionnaire – ont eu l'occasion de suivre un cours avant la fin de leurs études secondaires, ce qui a été une expérience positive pour la grande majorité (87 %) (pour les 13 % restants, l'expérience était « normale »). Parmi les 70 % de jeunes qui n'ont jamais suivi de cours extrascolaire, près de la moitié (43 %) disent que cela est dû au « manque d'opportunités », ce qui exprime souvent leur distance par rapport aux possibilités de formation et leur absence de tentative dans ce domaine. D'autres réponses reflètent une expérience plus spécifique des difficultés d'accès à la formation, telles que le manque d'offre de cours qui les intéressent dans la municipalité (20 %) ; le manque de transport ou la distance (8 %) ; la difficulté financière (6 %) et avec les horaires (2%). 18 % ont également indiqué leur manque d'intérêt général et 4 % ont cité d'autres raisons.

Cette situation rend difficile l'accès immédiat des jeunes à l'emploi et la mise en place de parcours de formation à moyen et long terme. Il faut souligner en effet que l'accès des jeunes ruraux à l'enseignement technique ou supérieur est rarement direct. Au contraire, c'est par l'accumulation de diverses expériences de formation depuis l'adolescence que certains sont capables d'arriver plus tard et toujours progressivement à des emplois plus qualifiés et à des cours plus approfondis ou plus spécifiques.

En outre, de nombreux jeunes abandonnent l'école durant le secondaire. Ce sont des jeunes qui décident ou se voient forcés d'arrêter l'école pour travailler dans l'agriculture (généralement des garçons) ou pour trouver un emploi en ville

(garçons et filles). Ce sont aussi des filles qui quittent l'école après s'être mariées, être tombées enceintes et/ou avoir déménagé en ville avec leur fiancé :

« Ici, ça arrive beaucoup [des filles qui ne terminent pas leurs études secondaires], beaucoup à cause de la vision des gens. Quand tu tombes enceinte, c'est fini, tu ne peux rien faire d'autre. La plupart des filles, ici même, la plupart d'entre elles sont déjà parties [...] C'est difficile d'en voir une qui ait fini ses études. On se marie et on part. » (Jeune femme, quartier rural, mère célibataire de trois enfants.)

Beaucoup de jeunes que nous avons rencontrés travaillant en ville quelque temps après avoir quitté l'école voulaient terminer leurs études, dans le cadre de programmes d'éducation des jeunes et des adultes, mais la grande majorité ne parvenait à mettre ce projet en œuvre.

Face à ces difficultés, le soutien de la famille joue un rôle important, mais il existe de grandes différences entre les possibilités des familles. Beaucoup de jeunes sont élevés uniquement par leur mère ou par un ou plusieurs membres de leur famille qui ne sont pas leurs parents (oncle, tante, grands-parents...). Il existe une grande diversité d'arrangements familiaux, qui elle-même reflète les difficultés de la génération précédente. A Barra do Turvo, le pourcentage de mères chefs de famille qui n'ont pas terminé l'école primaire et qui ont un enfant mineur à charge est passé de 5,2 % en 1991 à 19,9 % en 2000 et 31,8 % en 2010, selon l'Atlas du développement humain cité ci-dessus. Les différences entre les familles sont d'ordre éducationnel, financier, mais elles concernent aussi d'autres types de ressources, comme les réseaux de contact, l'accès à l'information et la simple attention que la mère, le père ou un autre membre de la famille peut porter au/ à la jeune à la maison.

Lors d'une réunion du Collectif, certaines jeunes femmes ont déclaré ne pas parler de questions personnelles à la maison (*« à la maison, je ne parle à personne, je parle avec moi-même, toute seule »*), alors que d'autres rapportaient qu'elles en parlaient régulièrement, en général avec leur mère. Par la suite, le questionnaire a montré que la grande majorité (81 %) des lycéens de Barra do Turvo considèrent qu'ils discutent de leurs projets d'avenir à la maison, que ce soit avec la mère (33 %), avec les deux parents (28 %), avec le père (5 %) ou avec d'autres membres de la famille (34 %). Au cours de ces conversations, 23 % d'entre eux considèrent qu'ils se contentent d'informer leur famille de leurs projets ou de leur demander la permission de partir, tandis que 77 % disent recevoir du soutien après ces discussions.

Beaucoup de jeunes ont donc le projet de partir en ville et sont soutenus en cela par leur famille, dans le cadre de stratégies familiales de diversification des activités et d'accès au revenu. Habituellement, les familles indiquent aux jeunes la maison d'un parent où se loger en ville (80 % des cas), leur donnent de l'argent et,

si possible, des contacts pour chercher un emploi. En revanche, les parents ne sont généralement pas en mesure d'aider leurs enfants à poursuivre leurs études, puisqu'ils se sont eux-mêmes arrêtés à l'école primaire, surtout dans le cas des mères, qui sont les principales interlocutrices de leurs enfants. Souvent, les jeunes vont donc en ville comme on part à l'aventure et elles.ils font face à des conditions beaucoup plus difficiles qu'elles.ils ne le pensaient :

*« On s'imagine que Curitiba, les autres endroits, qu'on va conquérir le monde là-bas dehors. C'est pas vrai, rien que des illusions, les filles, que des illusions. »
(Jeune femme quilombola s'adressant aux autres jeunes du Collectif.)*

3. Etudier en ville : un horizon difficile à atteindre

Que leur famille les soutienne ou non, qu'ils aient terminé leurs études secondaires ou pas, nombreux sont donc les jeunes de Barra do Turvo qui se retrouvent à Curitiba dans l'espoir de trouver un emploi et, en même temps, de pouvoir continuer leurs études, motivés par la meilleure qualité supposée des écoles et par l'offre de formation. Pourtant, les difficultés sont nombreuses, du fait d'une part du type d'emplois occupés par ces jeunes, souvent instables et impliquant de longues heures de travail, et d'autre part des conditions de logement, dans des quartiers éloignés des lieux de formation :

« Au début, j'arrivais à étudier et à travailler, mais ça devenait très fatigant, parce que je me levais à 5 heures du matin et je rentrais à minuit, donc je n'y arrivais pas. Manque de volonté aussi. » (Jeune femme quilombola.)

« Je me suis arrêté au milieu de la Terminale ici à Curitiba, je me suis arrêté l'année dernière, parce que je devais travailler toute la journée et étudier la nuit. A Barra, je me suis arrêté en Seconde. Puis je suis parti avec mon père, j'ai habité avec ma tante. J'ai commencé à étudier là-bas, j'ai fini là-bas. Puis je suis retourné à Barra, j'ai trouvé un travail ici... Puis, au début de l'année, j'ai trouvé un emploi dans une autre ville, Pariquera. Puis j'y ai travaillé jusqu'au milieu de l'année et en août je suis venu ici. » (Jeune homme d'un quartier rural.)

Face à ces contraintes, beaucoup de jeunes abandonnent leur idée d'étudier pour se consacrer uniquement au travail. Les rares jeunes ruraux qui étudient y parviennent au terme de longs parcours : typiquement une première étape de travail et de cours professionnel ou technique, suivie de périodes de travail et d'épargne et, pour les filles, de grossesse et d'éducation des enfants, puis parfois enfin l'accès à une faculté, en général privée (payante, mais plus facile d'accès). Les mères célibataires, qui se partagent déjà difficilement entre travail rémunéré et soins de leurs enfants (voir partie II ci-dessus), sont exclues de ce type de parcours, même si

celles que nous avons rencontrées rêvent de reprendre leurs études quand elles auront fini d'élever leurs enfants.

« J'ai l'intention de faire un cours dans environ trois mois, alors, d'ici là, je dois me stabiliser, hein. J'ai l'intention de commencer un cours. Parce que maintenant [que son fils ne vit plus avec elle] j'aurai le temps, hein. J'ai l'intention d'être infirmière auxiliaire, mais d'ici là... je ne sais pas, mais mon plan c'est ça. » (Femme quilombola, mère célibataire.)

4. « De plus en plus de connaissances » : d'autres chemins de formation ?

De nombreux facteurs sont en jeu dans les difficultés des jeunes à réaliser leurs rêves d'étude : d'une part, des contraintes financières et/ou personnelles (financières, grossesse, soin des enfants, instabilité du travail etc.) ; d'autre part, une offre d'étude insuffisante à Barra do Turvo et difficilement accessible en ville. Cette situation nous a conduites à rechercher des cours plus adaptés à la réalité des jeunes ruraux, notamment par leurs modalités d'organisation (cours par alternance) ainsi que leur modèle pédagogique (faisant une place aux savoirs populaires et aux contributions des étudiant.es en général). Nous avons visité deux cours (voir encadré ci-dessous) avec le Collectif, afin de mieux connaître leur fonctionnement, mais aussi et surtout en vue de créer un espace de dialogue sur le sujet sur lequel les jeunes puissent s'appuyer au-delà de la visite. Le choix s'est porté sur des cours d'agroécologie, mais notre visite avait comme objectif plus large de connaître des lieux de formation où sont proposés différents cursus.

Encadré 2 : Visite à l'Ecole Latinoaméricaine d'Agroécologie et à l'Université Fédérale du Paraná

La visite a eu lieu du 28 au 30 mars 2019. 15 jeunes (14 filles et 1 garçon) y ont participé, dont la plupart étaient des membres du Collectif ayant suivi l'atelier de communication (voir encadré 1 ci-dessus). Nous nous sommes d'abord rendues à l'Ecole Latinoaméricaine d'Agroécologie (ELAA), dans l'établissement de la réforme agraire « Contestado », dans la municipalité de Lapa (Paraná). L'ELAA se situe dans une zone rurale isolée et ses installations (certaines en dur et d'autres en bois) ont été auto-construites. Nous avons été reçues par le Secteur Pédagogique de l'ELAA, composé de membres du Mouvement des Travailleurs Sans Terre du Brésil (MST), et par les étudiants de la 4^e promotion du Cours Technique en Agroécologie. Nous nous sommes installées dans les dortoirs, alors que les étudiants nous expliquaient que l'ensemble du travail (ménage, cuisine, entretien) nécessaire à la vie sur place est divisé entre les habitants.



Dans un second temps, nous avons été invitées à visiter le terrain de l'une des familles de l'établissement, où avait lieu un cours pratique de culture des fruits et où nous avons pu voir les plantations des étudiants (potagers et systèmes agroforestiers). De retour à l'ELAA, nous avons participé à une réunion avec les membres du Secteur pédagogique, qui nous ont présenté l'histoire de l'établissement, à partir de l'occupation des terres d'une entreprise de céramique en faillite par le MST en 1999, puis de la création, en 2005, de l'ELAA, suite à la proposition de la Via Campesina. L'Ecole accueille des étudiants engagés dans différents mouvements sociaux rattachés à la Via Campesina. Ses professeurs viennent de l'Institut Fédéral de Sciences, Technologie et Education de Campo Largo (Paraná) et ses principales ressources financières sont issues du Programme National d'Education dans la Réforme Agraire (PRONERA). Outre le Cours Technique en Agroécologie, l'ELAA propose une Licence en Education de la Campagne, destinée à la formation de professeurs et éducateurs. L'Ecole a pour principes l'accès au savoir scientifique et populaire et l'échange de connaissances entre les peuples d'Amérique latine. Elle fonctionne en régime d'alternance (temps « Ecole » et temps « communauté » de trois mois chacun) devant permettre aux étudiant.e de mettre leurs connaissances en pratique dans leur lieu d'origine. La 4^e promotion du Cours Technique en Agroécologie comprend une cinquantaine d'étudiant.es, en majorité des hommes, issus de 11 états brésiliens et de 5 autres pays latinoaméricains.



L'obligation de passer trois mois sur place (temps « Ecole »), loin de leur famille, a suscité des inquiétudes parmi les jeunes du Collectif (« *c'est beaucoup de temps loin de la maison* »). Nous les avons encouragées à poser leurs questions aux étudiant.es lors de la soirée d'échange à laquelle ils nous avaient conviées. Durant cette soirée, les étudiant.es se sont présenté.es à tour de rôle, parlant de leur lieu d'origine, du mouvement social dont ils font partie et de leur projet professionnel.

Les présentations ont mis en évidence l'importance des connaissances techniques, mais aussi de la formation politique dans les projets de ces jeunes. De diverses manières, elles.ils se sont positionné.es comme acteurs de transformation locale, à travers de projets de transition agroécologique, de création de réseaux de commercialisation équitables ou d'espaces de lutte contre divers types de violence, pour ne donner que quelques exemples. En réponse aux questions du Collectif, elles.ils ont reconnu que la vie en commun durant les temps Ecole constitue une grande difficulté et une source de désistement de certains étudiants, tout en insistant en même temps sur son rôle formateur. Dans des conversations privées, des étudiantes nous ont confié leur difficulté à faire respecter les règles de division du travail domestique et leur méfiance vis-à-vis de certains étudiants. Notre séjour s'est terminé le lendemain par la visite des installations de l'établissement, en particulier la maison de maître de l'ancienne propriété, dans laquelle est installé aujourd'hui le centre culturel du MST et qui entretient symboliquement la mémoire de l'esclavage.

La seconde partie de notre échange a été dédiée à la visite du Cours Supérieur de Technologie en Agroécologie de l'Université Fédérale du Paraná (UFPR), sur le campus de Matinhos (région du littoral). D'emblée, l'Université s'est présentée sous un jour très différent de l'ELAA : des bâtiments en béton de plusieurs étages, sur un campus arboré mais situé en pleine ville. Nous y avons été reçues par un groupe d'étudiants au profil également différent : une majorité de jeunes femmes, pour la plupart issues d'un contexte urbain. Visiblement intimidées, plusieurs jeunes de notre Collectif se sont présentées en disant qu'elles étaient « venues apprendre » ou « venus connaître leur monde ». Les étudiant.es ont expliqué les différents cours offerts sur le campus de Matinhos – parmi lesquels seule la Licence en Education de la Campagne est en régime d'alternance – en insistant sur le projet pédagogique « émancipateur » qui caractérise ce campus, donnant des exemples de co-construction entre professeurs et étudiants de certains de leurs cours.



Répondant aux questions du Collectif, elles ont détaillé le calendrier et les modalités d'entrée à l'Université et les aspects pratiques et financiers de la vie étudiante (bourses d'étude, recherche d'appartement, prix des locations, accès au restaurant universitaire), insistant sur les aides prévues (comme les actions

affirmatives de l'Université) en dépit des coupes budgétaires, et sur l'entraide entre étudiant.es. Notre séjour s'est terminée par la visite des installations, en particulier un système agroforestier entretenu par les étudiant.es sur une bande de terrain qui correspondait à un stationnement de l'Université et qu'elles.ils ont eux-mêmes réhabilitée.

Cet échange a constitué un évènement pour le Collectif, dans la mesure où il a eu de nombreuses dimensions et répercussions pour les jeunes, leurs familles et leurs communautés ainsi que dans les écoles de Barra do Turvo, où elles ont par la suite présenté leur expérience. Nous nous contentons ici de rapporter les principaux enseignements concernant l'accès à l'éducation.

L'expérience a d'abord montré la distance sociale et culturelle qui sépare les jeunes femmes rurales des cours techniques et universitaires et ce, en dépit de notre choix de cursus (agroécologie) et de modèles pédagogiques (alternance, articulation entre savoirs populaires et scientifiques, cours pratiques, espaces de co-construction étudiants-professeurs) se rapprochant de leur réalité. Cette distance s'est manifestée tout au long de l'échange, par la conscience des jeunes d'appartenir à un « autre monde », leur timidité dans certains cas, les fous rires dans d'autres, tout comme par leur préoccupation constante de saisir les normes sociales et les conditions de vie étudiante, bien avant même le contenu des cours et les conditions d'accès à la formation. Le Collectif et l'accompagnement du projet ont certainement constitué un atout, et sans doute même une condition *sine qua non* pour pénétrer dans ce monde. Dans une conversation privée, l'une des jeunes nous a confié ses difficultés à l'école secondaire à Barra do Turvo puis, revenant sur la visite, elle a estimé :

« Là j'en ai appris plus sur l'université, je pensais que c'était très difficile d'entrer, mais là j'ai vu que c'était plus facile. Ce n'est pas si éloigné. » (Jeune femme, quartier rural, Collectif.)

Durant les réunions postérieures du Collectif, les jeunes se sont emparées du discours des étudiants de l'Université Fédérale du Paraná sur leur droit à l'éducation publique, renversant la discrimination qui pèse habituellement sur elles quant au fait de fréquenter une école publique. La rencontre avec des étudiant.es, notamment de l'ELAA, issu.es de contextes socioéconomiques similaires au leur ainsi que nos discussions répétées sur le sujet ont sûrement contribué à ce qu'elles se projettent de façon plus concrète comme étudiantes. Des informations sur les opportunités de formation ou de bourse ont commencé à circuler dans le groupe de Whatsapp, postées souvent par l'équipe de la SOF mais aussi par certaines jeunes. Par la suite,

certaines se sont rendues seules dans des réunions d'information sur des formations.

Malgré ces rapprochements, nos discussions après la visite ont aussi montré combien l'accès de ces jeunes femmes à l'enseignement supérieur reste difficile et incertain. Il n'a pas lieu directement après l'enseignement secondaire, comme cela peut être le cas pour les jeunes urbains ou de classes sociales plus aisées. Pour celles qui partent à Curitiba ou dans une autre ville dans l'espoir d'étudier, la nécessité de gagner leur vie et la naissance d'enfants font que, dans le meilleur des cas elles parviennent à étudier au terme de longues trajectoires intercalant périodes de travail, d'épargne, d'études et de soins aux enfants (voir point 3.2 ci-dessus). Connaître les options de formation supérieure est évidemment important, mais cela doit être considéré comme un facteur facilitant dans les trajectoires à long terme de ces jeunes et non en général comme une possibilité immédiate.

Pour celles qui ont fait le choix de rester à Barra do Turvo, l'accès à des formations de courte durée ou à distance constitue la principale stratégie dans l'immédiat. Une jeune femme du Collectif âgée de 18 ans, qui a terminé le lycée l'an dernier, s'est par exemple inscrite à un cours technique d'administration à distance, qui lui permet – au prix d'un travail acharné – de concilier études, travail agricole avec sa mère et sa sœur et autres activités génératrices de revenu à Barra do Turvo, notamment la coiffure. Elle a suivi le cours basique de coiffure proposé par le Centre d'assistance sociale à Barra do Turvo et s'est informée sur les opportunités de bourse pour suivre un cours professionnel dans la ville de Registro (à deux heures de bus de Barra do Turvo). Elle épargne pour passer son permis de conduire et pouvoir réaliser plus facilement les trajets pour sa formation et son travail de coiffeuse dans la région. Elle dit avoir apprécié les cours pratiques à l'ELAA et de manière générale, avoir préféré l'ELAA à l'UFPR pour être « *plus proche de [sa] réalité* ». Mais pour autant, elle n'envisage pas de passer des périodes de trois mois en continu là-bas : « *j'arriverai à y rester pas plus qu'un mois* ».

Lors de la réunion du Collectif qui a conclu cette phase de notre projet, cette jeune femme suggère, comme plusieurs autres, que la solution serait de « *faire venir des cours ici, même si c'était plus basique, informatique, administration, plus basique, ce dont on a besoin pour n'importe quelle situation* ». Une autre fille, plus jeune, dit simplement souhaiter « plus d'apprentissages » qui l'aident à « *entrer dans la mer du futur* ». Ces interventions pointent, avec plus ou moins de précision, le désir de se former à petits pas et de différentes manières, le pragmatisme vis-à-vis des contraintes financières, familiales ou de transport et, pour les plus actives d'entre elles, la recherche permanente d'opportunités de formation et de travail, à commencer par l'espace même de notre projet.

Conclusion

Notre recherche illustre les nombreux défis auxquels les jeunes ruraux en général et les jeunes femmes en particulier sont confronté.es dans le développement de projets de vie insérés dans leur communauté et fondés sur l'agroécologie. Un accès durable à la terre, la maîtrise des connaissances et savoir-faire, la commercialisation des produits face à la réduction des marchés publics, la construction d'alternatives et l'organisation locale sont autant de questions critiques dans le contexte politique et économique actuel et auxquelles filles et garçons ne sont pas préparés de la même manière.

Dès l'enfance, les garçons sont appelés à participer au travail agricole rémunéré et les filles, au travail domestique et agricole généralement non rémunéré. Plus tard, les hommes accèdent plus facilement à la terre, alors que les femmes sont plus nombreuses à émigrer vers la ville. Au niveau des communautés, les connaissances traditionnellement détenues par les femmes, comme la gestion des semences et de la biodiversité, ainsi que les pratiques de culture et d'élevage diversifiés à petite échelle, indispensables à la sécurité alimentaire, risquent de se perdre. Ces tendances sont renforcées par les inégalités socioéconomiques locales, qui forgent très tôt un sentiment de discrimination chez les jeunes de quartiers ruraux et de communautés traditionnelles, renforçant leur décision de tenter leur chance à la ville. Dans le cas des filles, la volonté de partir résulte parfois aussi du désir d'échapper au contrôle de leurs parents et de leur communauté sur leur mobilité et leur vie sexuelle.

Au niveau individuel, les conditions que ces jeunes trouvent en ville – en général dans l'agglomération de Curitiba – limitent fortement la réalisation de leurs rêves d'étude et d'amélioration de leurs conditions de vie. Si les types d'occupation, les réseaux d'entraide et les stratégies d'accès à l'emploi diffèrent entre hommes et femmes, tous ces jeunes sont confronté.es à un marché du travail fortement segmenté selon le niveau d'éducation. Les emplois, souvent peu rémunérés et parfois instables qu'elles.ils occupent, combinés aux distances entre leur logement, leur travail et les lieux de formation, font que la plupart abandonne rapidement le projet d'étudier. Parmi les jeunes mères, beaucoup sont célibataires et se trouvent dans une situation particulièrement vulnérable, en termes financiers et de conciliation entre leur travail et le soin de leurs enfants, qui débouche fréquemment sur le retour à Barra do Turvo ou du moins l'envoi des enfants dans la partie de la famille restée sur place, en général les grands-parents.

Face à ces contraintes, créer des opportunités pour que les jeunes femmes développent des projets de vie insérés dans leur communauté est important, non seulement pour l'avenir de ces communautés et le développement de l'agroécologie, mais aussi comme option de vie plus autonome pour ces jeunes femmes. Nous

considérons que l'agroécologie, l'auto-organisation et la commercialisation à travers la logique de l'économie solidaire sont importantes afin de créer des possibilités pour les jeunes de rester sur leur territoire. Elles leur permettent d'être plus autonomes et d'exercer un travail décent qui, en plus de générer des revenus, contribue à organiser la mobilisation sociale, à la différence du travail précaire qu'elles exercent en ville.

Barra do Turvo présente des avantages en la matière grâce aux mobilisations des habitants depuis les années 1990 en faveur de l'agroécologie et en défense de la présence des populations traditionnelles et locales dans les unités de conversation naturelle. Cependant, les conflits locaux qui perdurent et le contexte politique actuel découragent de nombreux jeunes à s'engager dans cette voie.

Faire une place aux jeunes dans les organisations, les initiatives et les mobilisations locales demande un effort de la part des différentes générations, tant en termes matériels (accès à la terre, aux opportunités de commercialisation, aux espaces de décision), qu'en termes d'imagination politique et sociale. Cela demande aussi de répondre à la profonde aspiration de cette génération d'accéder à une formation qui lui permette de transformer la réalité locale et d'améliorer ses conditions de vie.

Ce projet a cherché à contribuer modestement à ces multiples défis en encourageant la participation de jeunes femmes aux activités de production et de commercialisation du réseau d'agricultrices agroécologiques et, pour ce qui est de la recherche-action, en stimulant une réflexion collective sur la place des jeunes dans les communautés et leur accès à la formation. En la matière, l'expérience de ce projet nous a rendues attentives à la distance qui sépare les jeunes femmes rurales – et les jeunes ruraux en général – de l'offre de formation technique et supérieure, même dans le cas de pédagogies adaptées comme les cours en alternance. A travers les espaces de dialogue du projet, des propositions importantes ont émergé, telles que la création d'un cours de formation intégrale destiné à la jeunesse rurale de Barra do Turvo, en plus de l'intégration des jeunes qui sont déjà en ville aux actions visant à renforcer la commercialisation des produits agroécologiques. La nouvelle phase de ce projet s'engage dans cette direction, en particulier par un partenariat avec l'Institut Fédéral de Science, Technologie et Education de São Paulo, campus de Registro, qui vise la construction d'un cours de qualification professionnelle pour les jeunes ruraux, comme expérience pilote pouvant être répliquée sur d'autres campus.

Annexes

Couverture des dépliants produits par les jeunes.

O AÇÚCAR MASCADO derivados de cana de açúcar Você sabe como é a produção de açúcar mascado no Quilombo Terra Seca, que fica no município de Barra do Turvo, estado de São Paulo? Nesse panfleto trazemos depoimentos de uma agricultora quilombola que conta o passo a passo de como a cana se transforma em açúcar mascado, uma produção que se mistura à sua história de vida. 	A produção do bananal  Você encontra neste folheto: uma entrevista feita em um bananal, explicações sobre nomes de bananas e também sobre a diferença entre a banana nanica e a prata. O folheto traz uma receita de bolo, algumas informações sobre a produção da banana e explica como plantar uma muda.	A PRODUTORA DE CAFÉ ARTESANAL  Este folheto conta sobre a produção de café no bairro Córrego da Onça, localizado em Barra do Turvo (Vale do Ribeira, São Paulo), pelas mulheres do bairro, que formam o grupo Rosas do Vale. Neste folheto, vocês verão o passo a passo de como fazer o café, com os segredos do plantio e da poda. Também vão encontrar o depoimento de uma das produtoras.
---	---	--

PRODUÇÃO DE DERIVADOS DE MANDIOCA Preservação de culturas antigas  (Arlene Pedrosa com sua produção de Beiju e farinha de mandioca) Apesar do decorrer dos anos, com o avanço das tecnologias que estão tomando conta das grandes produções, existem agricultores familiares que fazem suas produções à "moda antiga", manualmente, preservando culturas antepassadas. Exemplo disso é a agricultora Arlene Pedrosa da Silva do Carmo, que, com sua família, faz a produção de derivados de mandioca, como farinha, beiju e polvilho azedo e doce. Beiju: Usado para acompanhar o café, é feito da massa da mandioca, ralada e úmida, com amendoim (torrado e moído), óleo, sal ou açúcar (qual preferir). Polvilho doce: Utilizado para fazer bolachas, pão de queijo, entre outros. O polvilho é da água que sai da massa da mandioca quando espremida, depois é lavada, secada ao sol e por último passada na peneira, estando pronta para uso.	A PRODUÇÃO DA FARINHA DE MILHO PELAS MULHERES QUILOMBOLAS  <i>Dona Izaira no Monjolo do Quilombo Ribeirão Grande e Terra Seca.</i> Aqui você vai encontrar a história da farinha de milho dos quilombos da Barra do Turvo (SP). A farinha de milho vem de geração em geração. É produzida manualmente desde o plantio do milho. Depois da colheita, o milho é debulhado e vai para o monjolo ser pindocado (quebrado grosso). Só então ficará de molho no poço da cachoeira de 12 a 15 dias. Após isso, é lavado, esfregado e enxaguado quase por uma hora. É colocado no balaio para escorrer e retorna ao monjolo para socar um pouco mais. Então, essa massa estará pronta para ir ao forno e virar farinha ou beiju.
---	--

